

CONFERENCE DE PRESSE **DE LA PRESIDENTE DU GOUVERNEMENT**

Le vendredi 13 octobre, à 14h30, au gouvernement, 4^e étage (salle 413)

Le gouvernement travaille et remercie les Calédoniens pour leur sagesse.

Le respect et la recherche du dialogue

Le gouvernement n'a pas attendu le 19^e jour de la grève générale de la CSTNC pour constater l'exaspération des Calédoniens face à ce conflit. Dès les premiers jours, il a agi pour tenter de résoudre le conflit en privilégiant le dialogue, marque du respect de l'action syndicale.

Tous les membres du gouvernement, à l'exception de Pierre Frogier et de Déwé Gorodey, ont reçu une délégation du syndicat dès qu'il en a fait la demande le mercredi 27 septembre. Nous avons apporté des réponses à leurs questions concernant des problèmes de fond. Nous leur avons même fait des propositions qu'ils ont toutes refusées.

Lorsqu'une table ronde présidée par un service du gouvernement, la Direction du travail et de l'emploi, devait avoir lieu à la demande du syndicat le vendredi 06 octobre, c'est Sylvain NEA qui a refusé d'y participer au dernier moment. De la même façon, il a refusé la présence d'un membre du gouvernement lors de la tenue de la table ronde du 10 octobre 2006.

Malgré tout, la Direction du travail et de l'emploi, qui est un service du gouvernement, est en train d'instruire une centaine de curriculum vitae donnés par Sylvain NEA à l'issue de la table ronde.

Le gouvernement fait donc tout ce qu'il peut pour résoudre ce conflit. Et je me permets de faire remarquer que le pire des mépris, c'est de ne pas exercer les mandats électifs... Pierre FROGIER n'a assisté qu'à deux réunions hebdomadaires de collégialité depuis 2004. Il n'a participé qu'à 45 réunions hebdomadaires du gouvernement sur les 116 organisées depuis 2004 ! A l'Assemblée nationale, il est aussi l'un des députés qui intervient le moins lors des séances.

Les Philippins : pas un problème, une solution

Les Philippins, contrairement à ce qu'affirme Pierre FROGIER, ce n'est pas un problème mais plutôt une solution. Le communiqué du gouvernement collégial diffusé à l'issue de la réunion hebdomadaire, le jeudi 5 octobre, va dans ce sens. A l'unanimité, les membres du gouvernement ont souhaité réaffirmer que : « L'exigence du départ de Philippins serait, si elle était satisfaite, un des meilleurs moyens de faire échec aux constructions des usines, celle du Nord comme celle du Sud ». Je rappelle que ce communiqué a été validé par tous les membres du gouvernement dont les

trois appartenant au Rassemblement à l'exception de Pierre FROGIER qui n'était pas présent à la réunion.

Et en 2002, lorsqu'il s'est agi de faire accepter par le Congrès le travail de personnels étrangers sur le site de Goro Nickel, Pierre Frogier a lui-même affirmé que « Chacun sait que, durant la phase de construction des usines métallurgiques du sud comme du nord, les besoins massifs en travailleurs qualifiés sur de courtes périodes ne pourront, en aucun cas, être entièrement satisfaits par la main d'œuvre locale. Cette loi du pays est donc indispensable et je souhaite qu'elle soit adoptée par tous. »

Tous les partenaires sociaux engagés pour la refonte du dialogue social

Concernant l'état du dialogue social, il n'y a pas lieu de faire venir de ce que d'aucuns appellent « une mission du dialogue », utilisant là un terme qui rappelle une période douloureuse de l'histoire calédonienne comme pour mieux faire peur en faisant croire que la Nouvelle-Calédonie est dans une situation comparable à celle de la fin des années 80. C'est tout à fait incongru et c'est dangereux.

Mais quoi qu'il en soit, c'est aux acteurs du dialogue social, aux partenaires sociaux directement de renouer les liens entre eux. Et le processus a déjà commencé.

Une session du dialogue social a débuté le 29 août dernier par un Forum du dialogue social puis s'est poursuivi, les 30 et 31 août, par un séminaire tripartite. L'objectif était de dresser un état des lieux et présenter des propositions pour améliorer le dialogue.

Tous les partenaires sociaux –représentants des salariés, à l'exception de la CSTNC, et représentants des patrons-, les grandes entreprises et leurs services des ressources humaines se sont engagés dans le processus qui doit durer un an. Ils attendent avec impatience les prochaines sessions qui doivent avoir lieu dès On est donc loin de la rupture des relations sociales décriée par Pierre FROGIER.

L'Etat s'est beaucoup impliqué dans ce dispositif par le biais du ministère de l'Outre-mer, qui a financé en partie l'événement, et le ministère du travail. Le Forum du dialogue social était présidé par Alain SONG, membre du gouvernement. Ce qui prouve bien que le gouvernement est au cœur du processus pour renouer le dialogue social.

Quant aux expériences extérieures, elles sont toujours utiles à connaître mais ce sont bien les Calédoniens eux-mêmes qui devront trouver les solutions adaptées à leur contexte.

Par ailleurs, il est scandaleux qu'un député approuve le comportement illégal du secrétaire général d'un syndicat qui a été condamné à trois mois de prison ferme en première instance par le tribunal de Nouméa pour des exactions commises lors des 19 jours de blocage de la SLN en novembre 2005.

Hommage à la sagesse des Calédoniens

Pour terminer, je continue de condamner fermement les agissements et les propos de la CSTNC. La grève dure depuis près de trois semaines sans que Sylvain NEA ne semble prêt à vouloir qu'elle se résolve puisqu'il refuse toute proposition. Le mouvement s'effrite et ce ne sont plus que deux ou trois cents manifestants qui continuent de perturber les habitants du Grand Nouméa pour des revendications insensées.

Pendant ce temps-là, le gouvernement continue de travailler. Au moment même où la CTSNC défilait sous les fenêtres du gouvernement le 28 septembre, le gouvernement adoptait à l'unanimité la création d'une aide au logement pour les familles démunies. Le 4 octobre, la CSTNC continuait ses blocages pendant qu'était signé le marché entre l'OPT et Alcatel pour la construction du câble sous-marin qui reliera la Nouvelle-Calédonie au monde. Le 5 octobre, les candidats à la conception de l'hôpital de Koutio étaient choisis. Mercredi 18 octobre, trois territoires du Pacifique engageront avec l'Europe un projet d'énergie renouvelable.

Je salue le sens des responsabilités et la sagesse de la population calédonienne qui ne se laisse pas abuser par des discours violents, qui aspire à vivre en paix et qui, elle, est engagée dans la construction de la Nouvelle-Calédonie au quotidien dans l'esprit de l'Accord de Nouméa.